

**ACCORD SUR LES TAUX EFFECTIFS GARANTIS DES MENSUELS**  
**Ouvriers, Administratifs, Techniciens et Agents de Maîtrise d'Atelier**

Entre d'une part,

La Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques, Mécaniques, Electriques, Electro-Céramiques et Connexes des Hautes-Pyrénées, UIMM Adour – Pyrénées, représentée par Madame Coline PERRET, Secrétaire générale, mandatée par l'ensemble des adhérents de la Chambre Syndicale de la Métallurgie,

et d'autre part,

Les organisations syndicales soussignées.

Conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1 :**

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'Accord National du 13 juillet 1983 modifié par l'Avenant du 17 janvier 1991 et à l'Accord National modifié du 21 juillet 1975 sur les classifications. Il est conclu en considération de l'Accord National du 28 Juillet 1998 sur l'organisation du Travail dans la Métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe au dit Accord National.

Conclu ce jour, le présent accord fixe le barème qui est porté en annexe et qui détermine les taux effectifs garantis des mensuels à partir de l'année 2019.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 bis de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

**ARTICLE 2 :**

Les taux effectifs garantis figurant dans le barème annexé au présent accord s'appliquent à partir de l'année 2019.

**ARTICLE 3 :**

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs au dit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joint des taux effectifs garantis sont fixées :

- Sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,67 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis, établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'Accord National du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté.

Elles ne font pas l'objet des majorations des 5 % et 7 % réservés aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

La vérification de l'application des présents barèmes se fera au plus tard au 31 décembre 2019.

Les taux effectifs garantis englobent l'ensemble des éléments bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit toutes les sommes brutes versées en contrepartie du travail effectif et/ou directement ou indirectement à l'occasion du travail et figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de Sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par l'article 9 de l'Avenant « Mensuels » ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais
- des sommes découlant de la participation ou de l'intéressement au sens de la législation

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul prorata temporis pour les mensuels dont le contrat est suspendu, embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année, ou changeant en cours d'année de classement.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

#### ARTICLE 4 :

Les parties signataires rappellent leur attachement aux principes d'égalité professionnelle et au contenu de l'accord national du 8 avril 2014 relatif à l'égalité professionnelle et aux mesures permettant la suppression des écarts de rémunération entre les hommes et les femmes.

#### ARTICLE 5 :

En application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail.

#### ARTICLE 6 :

Le présent accord est conclu à durée indéterminée et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

#### ARTICLE 7 :

Extension : Les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.



**Pour la Délégation Patronale,**

Madame Coline PERRET,  
Secrétaire Générale de la Chambre Syndicale  
de la Métallurgie des Hautes-Pyrénées  
(UIMM Adour – Pyrénées)

**Pour les Syndicats de Salariés,**

Pour C.F.D.T.  
M. SAN VICENTE  
Secrétaire Départemental de la Métallurgie

Pour C.F.T.C.  
M. LE STER  
Secrétaire Général du Syndicat de la  
Métallurgie

Pour C.F.E. - C.G.C.  
M. LEBRUN  
Président du Syndicat de la Métallurgie

Pour C.G.T.  
M. LARAN  
Secrétaire Départemental de la Métallurgie

Pour F.O.  
M. OMER  
Secrétaire Général FO 65

Tarbes, le 18 juin 2019,

**BAREME ANNUEL DES TAUX EFFECTIFS GARANTIS DES MENSUELS**

**APPLICABLE A PARTIR DE L'ANNEE 2019**

**Ouvriers, Administratifs, Techniciens et Agents de Maîtrise d'Atelier**

<b>Niveaux</b>	<b>Echelons</b>	<b>Coefficients</b>	<b>Barème annuel (Base 35 heures) Applicable à partir de 2019 (en euros)</b>
<b>I</b>	<b>1</b>	<b>140</b>	18 399
	<b>2</b>	<b>145</b>	18 431
	<b>3</b>	<b>155</b>	18 444
<b>II</b>	<b>1</b>	<b>170</b>	18 596
	<b>2</b>	<b>180</b>	18 654
	<b>3</b>	<b>190</b>	18 870
<b>III</b>	<b>1</b>	<b>215</b>	19 075
	<b>2</b>	<b>225</b>	19 389
	<b>3</b>	<b>240</b>	20 144
<b>IV</b>	<b>1</b>	<b>255</b>	20 935
	<b>2</b>	<b>270</b>	21 914
	<b>3</b>	<b>285</b>	22 987
<b>V</b>	<b>1</b>	<b>305</b>	24 461
	<b>2</b>	<b>335</b>	27 063
	<b>3</b>	<b>365</b>	29 759
	<b>4</b>	<b>395</b>	32 989